

## Rebond des résultats économiques agricoles de Normandie en 2021

Dans un contexte général de hausse des prix des matières premières, les résultats économiques des exploitations agricoles normandes augmentent considérablement avec un excédent brut d'exploitation moyen toutes orientations de production confondues de 74 160 € par équivalent temps plein non salarié, soit une progression de 32 % par rapport à 2020. Les exploitations céréalières connaissent les plus fortes hausses et retrouvent un EBE/UTANS équivalent au niveau le plus élevé observé au début des années 2010 (87 520 €). Avec une hausse moins prononcée, les exploitations laitières se situent également à un niveau historiquement haut jamais observé au cours des 20 dernières années (70 890 €).

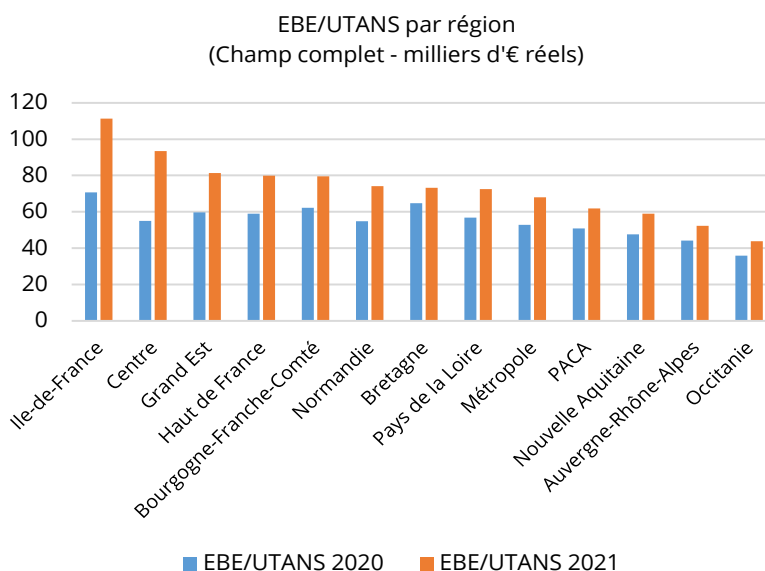
Après une baisse en 2020, les indicateurs économiques agricoles repartent nettement à la hausse en 2021. En effet, l'excédent brut d'exploitation (EBE) par actif non salarié s'élève à 67 700 € en France métropolitaine et augmente ainsi de près de 30 %.

Cette hausse se vérifie dans toutes les régions de France, en particulier les régions céréalières. La Normandie ne fait pas exception avec une hausse de 32 % et un EBE/UTANS record (depuis 2002) de 74 160 €. Tous les types de productions bénéficient de cette hausse, plus ou moins marquée en fonction des spécialités.

La hausse de la production de l'exercice, composée majoritairement des produits provenant des cultures et de l'élevage, explique en grande partie les résultats de l'exploitation. En 2021, la valeur de la production de l'exercice des exploitants normands s'élève à 286 390 € soit une hausse de 11,7 % par rapport à 2020. La plus forte progression est relevée dans le secteur des céréales et protéagineux (COP) avec 35 %.

Toutes orientations technico-économiques des exploitations (OTEX) confondues, les charges d'approvisionnement progressent de près de 5 % pour atteindre une moyenne en 2021 de 101 000 €. Les augmentations portent principalement sur les dépenses en énergies (+ 20,2 %), notamment pour les carburants et lubrifiants (+ 29 %).

Malgré cette augmentation des charges d'approvisionnement, et après une diminution de 11,4 % en 2020, la valeur ajoutée moyenne des exploitations connaît un net rebond de 33,5 % en 2021 pour atteindre 105 970 €.



Source : Agreste - RICA

### Résultats normands par OTEX en 2021

Orientation	Nombre d'exploitations	EBE (euros)	EBE/UTANS		RCAI/UTANS	
			euros	Evol. 21/20 %	euros	Evol. 21/20 %
Céréales et oléoprotéagineux	3 027	102 520	87 520	119	65 640	365
Cultures générales	2 218	123 620	80 680	8	46 700	29
Bovins lait	5 476	112 320	70 890	20	33 730	48
Bovins viande	2 067	27 050	23 540	17	10 130	43
Bovins mixte	827	139 630	84 560	58	50 010	117
Polyculture polyélevage	2 947	126 510	84 590	41	52 940	102
<b>Ensemble</b>	<b>17 638</b>	<b>106 700</b>	<b>74 160</b>	<b>32</b>	<b>42 170</b>	<b>77</b>

Source : Agreste RICA 2021 - échantillon complet et évolutions sur échantillon constant en € réels

En moyenne par exploitation, les subventions d'exploitations sont stables (-0,2 %) par rapport à 2020, tout comme les dépenses en fermage (-1,6 %) et celles liées aux impôts et taxes (-1,2 %). Les charges de personnel atteignent 12 210 € soit + 10,8 % par rapport à 2020.

Ainsi, l'EBE/UTANS s'élève à 74 160 € traduisant une forte hausse de 32 %.

Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements. En 2021, le RCAI/UTANS moyen est de l'ordre de 42 170 €, soit une progression importante de 77 %. Il se situe au-dessus de la moyenne métropolitaine qui s'établit à 41 430 € (+ 55 %).

### Céréales et oléoprotéagineux (COP)

Après une année 2020 difficile, les volumes produits en 2021 augmentent de 12 % pour les céréales et de 23 % pour les oléagineux. Conjugués à une envolée des prix, la valeur de la production de l'exercice des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux repart à la hausse et s'établit à 219 370 € (+ 35,2 %).

Les charges d'approvisionnement progressent de 9,5 % pour atteindre une moyenne 2021 de 60 760 €. Les postes de dépense en approvisionnements des structures spécialisées en COP portent pour un tiers des dépenses sur les engrais, amendements et pour un autre tiers sur les produits phytosanitaires. Ces derniers évoluent respectivement à la hausse (+ 4,6 %) pour les engrais et amendements à la baisse (- 3,2 %) pour les produits phytosanitaires. L'augmentation des charges d'approvisionnement des exploitations spécialisées en COP est essentiellement due à la hausse importante des carburants et lubrifiants (+ 37,2 %), qui représentent 11 % de l'ensemble des charges d'approvisionnement.

Dans ce contexte, après une diminution de 10 % en 2020, la valeur ajoutée moyenne des exploitations connaît une évolution spectaculaire de 112,85 %. L'EBE/UTANS des exploitations spécialisées en COP s'élève à 87 520 €, soit + 119 % par rapport à 2020. Il retrouve un niveau équivalent à 2012, niveau le plus élevé obtenu depuis 2002.

### Autres grandes cultures

Avec une surface en pomme de terre stable et des rendements supérieurs à ceux réalisés en 2020, les volumes produits en pomme de terre augmentent de 8 %. Malgré une remontée des prix en fin 2021, le prix moyen de la pomme de terre en 2021 baisse de 3 % par rapport à 2020.

## Évolution de la valeur de la production de l'exercice en Normandie (en milliers d'euros réels)

Orientation	Normandie			France métropolitaine
	2020	2021	Evol 20/21 (%)	2021
Céréales et protéagineux	167	219	35	187
Autres grandes cultures	300	354	7	314
Bovins lait	271	301	9	257
Bovins viande	50	61	12	90
Bovins mixtes	267	350	12	251
Polyculture, polyélevage	260	303	14	242
<b>Ensemble</b>	<b>247</b>	<b>286</b>	<b>12</b>	<b>227</b>

Source : Agreste - RICA 2021 - échantillon complet et évolutions sur échantillon constant

La crise sanitaire de la covid19 ayant entraîné du retard dans le traitement des récoltes 2019-2020, les liniculteurs ont diminué d'un tiers la surface en lin en 2021, dans l'attente d'un retour à la normale. Toutefois, la valeur de la production en lin augmente grâce aux meilleures conditions d'écoulement des récoltes. Quant à la production de betteraves sucrières, après une année difficile due à la jaunisse, les rendements se redressent. La hausse des prix permet à la valeur de la production de betteraves industrielles de repartir à la hausse.

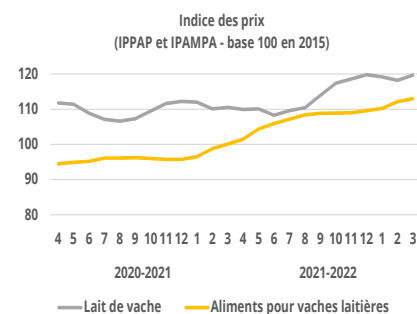
La valeur de la production de l'exercice des exploitations spécialisées en autres grandes cultures progresse ainsi de près de 7 % pour s'établir à 354 010 €.

Bien que les charges d'approvisionnement augmentent de 8 % en raison de la hausse des prix des engrais et amendements (+ 5 %) et des carburants et lubrifiants (+ 17 %), la valeur ajoutée progresse de 5,5 % et atteint 140 010 €. L'EBE/UTANS s'élève ainsi à 123 620 € (+ 8,3 %).

### Élevages bovins

Avec des volumes de production quasi stables par rapport à 2020, mais une augmentation des prix du lait, la valeur de la production de l'exercice des élevages de bovins lait poursuit sa progression depuis 2016 (+ 9,5 %).

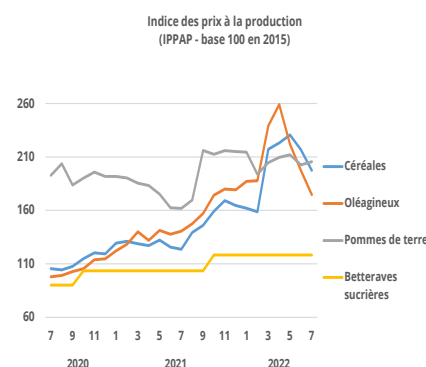
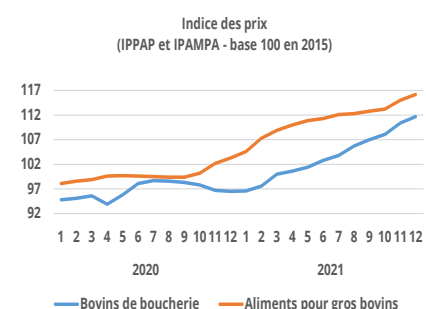
En dépit des conditions météorologiques propices à la pousse d'herbe, les charges d'approvisionnements augmentent de 6 %, en particulier en raison de l'envolée des prix de l'énergie (+ 33 %) et des prix d'aliments concentrés (+ 5,4 %). La valeur ajoutée moyenne des élevages de bovins lait progresse ainsi de 24,3 % en 2021 et l'EBE de 19,8 % pour atteindre un ratio par ETP non salarié de 70 890 €.



Côté viande bovine, la valeur de la production de l'exercice progresse de 12,3 %, en particulier grâce à la hausse des prix. Tout comme pour les éleveurs laitiers, les charges d'approvisionnement sont impactées par l'augmentation des prix des énergies (+ 26 %), mais aussi des engrais et amendements (+ 28 %). Au final, les éleveurs de bovins viande voient leur EBE/UTANS progresser de 17,2 % pour aboutir à 23 540 €.

### Polyculture/polyélevage

Les exploitations spécialisées en polyculture polyélevage profitent particulièrement des conditions favorables aux productions végétales. La valeur de la production de l'exercice de ces exploitations progresse ainsi de 14 %. Les charges d'approvisionnement étant relativement stables par rapport à 2020, la valeur ajoutée moyenne des exploitations fait un bond de près de 46 % et permet ainsi à l'EBE/UTANS de progresser de 41 % pour atteindre 84 590 €, valeur jamais atteinte depuis 2002.



Source : INSEE

## Dispersion et variabilité de l'EBE/UTANS

Comme les années précédentes, les moyennes des résultats masquent d'importantes disparités de situations entre exploitations. En 2021, la moitié des exploitations normandes a un EBE/UTANS supérieur à 59 080 €, soit un EBE/UTANS médian supérieur de 16 190 € à celui de 2020 et supérieur de 5 340 € à celui de la France métropolitaine.

Pour un quart des exploitations, l'EBE/UTANS est inférieur à 32 430 €, à l'inverse un autre quart des exploitations normandes a un EBE/UTANS supérieur à 96 870 € soit un rapport interquartile de 3, équivalent à 2020. Les dispersions des résultats sont les plus faibles pour les élevages de bovins. Ainsi, pour les éleveurs de bovins viande, l'intervalle interquartile de l'EBE/UTANS n'est que de 22 090 €, alors qu'il est de 78 810 € pour les céréaliers.

Pour 10 % des exploitations, l'EBE/UTANS est en deçà de 16 670 €; à l'inverse, en haut de la distribution, un autre dixième des exploitations normandes toutes orientations confondues a un EBE/UTANS supérieur à 153 550 €, soit un rapport interdécile de 8,7.

Toutes orientations confondues, 1,3 % des exploitations normandes ont un EBE négatif contre 5,4 % en 2020. Les élevages de bovins viande sont les plus impactés avec 4,5 % des exploitations concernées par un EBE/UTANS négatif, ce qui est équivalent à 2020.

Les différences de taille des exploitations expliquent en partie les disparités observées, l'EBE/UTANS étant en moyenne plus élevé dans les plus grandes exploitations.

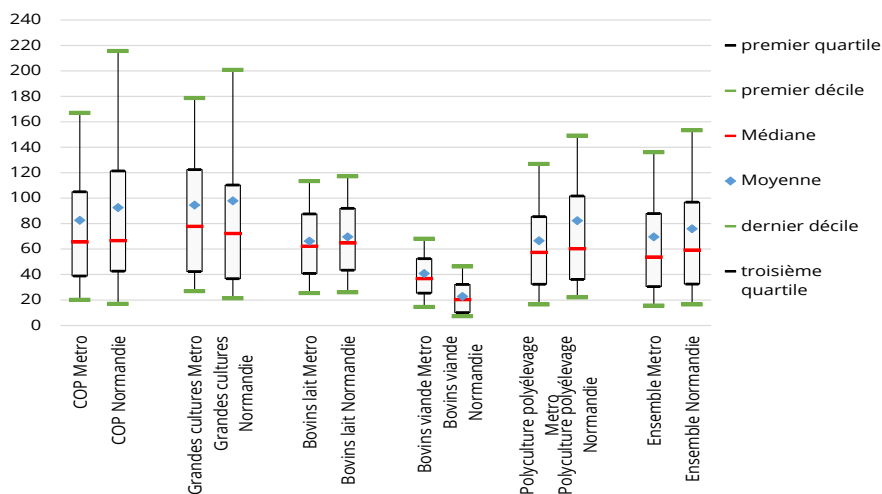
Un peu plus d'un tiers des exploitations normandes affiche une production brute standard (PBS) supérieure à 250 000 €. L'EBE/UTANS moyen s'établit pour ces exploitations à 106 126 € soit 1,7 fois celui des exploitations de taille intermédiaire et 3,6 fois celui des petites exploitations.

## Les subventions d'exploitation en 2021

En 2021, 99 % des exploitations normandes moyennes et grandes perçoivent des aides au titre de la PAC. Les formes sociétaires, qui représentent 57 % des exploitations de Normandie, reçoivent 69 % des subventions.

Les montants moyens de subvention sont stables, les exploitations bénéficiaires ont reçu en moyenne 33 861 € d'aides. Les exploitations spécialisées en COP et autres cultures industrielles perçoivent en 2021 des montants moyens de subventions

Dispersion de l'EBE/UTANS par orientation en France métropolitaine et Normandie en 2021 (milliers d'euros)

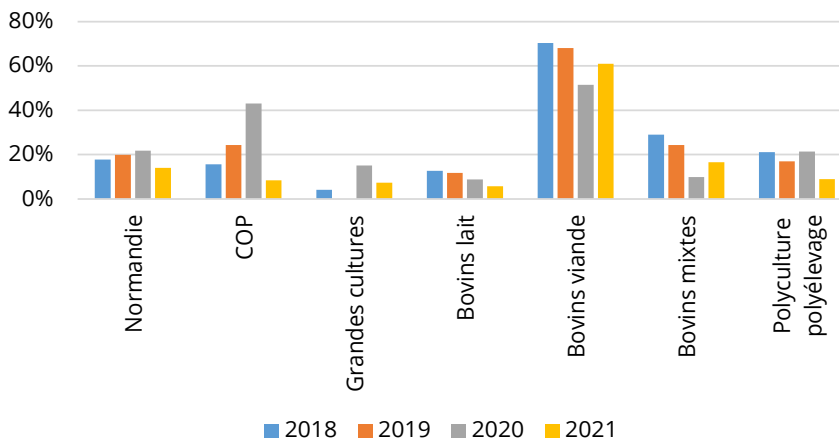


Source : Agreste - RICA 2021

	Taille économique des exploitations en PBS*							
	Petites (< 100 000 €)		Moyennes		Grandes (> 250 000 €)		Ensemble	
	% d'exploitations	EBE/UTANS (€)	% d'exploitations	EBE/UTANS (€)	% d'exploitations	EBE/UTANS (€)	Nb d'exploitations	EBE/UTANS (€)
COP	32%	45 763	51%	80 647	17%	168 507	3027	87 520
Grandes cultures	15%	33 522	47%	49 123	38%	141 803	2218	80 680
Bovins lait	7%	27 962	54%	60 524	39%	82 810	5476	70 890
Bovins viande	84%	17 543	16%	46 266			2067	23 540
Bovins mixtes	15%	8 790	9%	29 624	76%	97 736	827	84 560
Polyculture polyélevage	25%	31 063	34%	56 388	41%	119 289	2947	84 590
<b>Ensemble</b>	<b>26%</b>	<b>29 094</b>	<b>41%</b>	<b>60 787</b>	<b>33%</b>	<b>106 126</b>	<b>17638</b>	<b>74 160</b>

Source : Agreste - RICA 2021 Normandie

## Dépendance aux aides des exploitations normandes



Source : Agreste - RICA

respectivement de 30 360 € et 31 620 €, soit légèrement moins que les moyennes nationales.

Les montants moyens s'élèvent à 34 850 € pour les éleveurs de bovins lait et 30 500 € pour les éleveurs de bovins viande. Pour ces derniers, les indemnités au titre des calamités agricoles sont en hausse, en lien notamment avec la sécheresse et la perte de fourrages.

La dépendance aux aides (nombre d'exploitations qui aurait un EBE négatif sans les subventions) a diminué par rapport aux années précédentes, elle est de 14 % en 2021 contre 22 % en 2020 et 20 % en 2019, toutes OTEX confondues. Les éleveurs de bovins viande sont les plus dépendants aux aides, avec 61 % d'entre eux qui auraient un EBE négatif en absence des aides. Pour les autres spécialités, cette dépendance varie entre 6 et 9 %.

## FOCUS sur l'élevage de bovins en Normandie, évolution de 2011 à 2021

### Des résultats en baisse pour les petits éleveurs de bovins

Le nombre d'éleveurs de bovins (exploitations ayant au moins 30 unités gros bétail (UGB) de bovins), diminue de 10 % entre 2011 et 2021, alors qu'en parallèle, les effectifs de bovins évoluent légèrement (+ 5 %) sur les dix dernières années. En conséquence, le troupeau moyen des éleveurs de bovins augmente de 16 %.

L'EBE/UTANS de l'ensemble des exploitations normandes a progressé de 9 % entre 2011 et 2021. Cette progression résulte particulièrement des bons résultats obtenus sur cette dernière année.

L'EBE/UTANS des éleveurs de bovins suit la tendance de l'ensemble des exploitations et progresse dans une moindre mesure de 3 % sur cette même période.

La taille de l'exploitation influe fortement sur l'évolution des résultats économiques : celle-ci est plus marquée pour les petites exploitations avec une perte de près de la moitié de leur EBE/UTANS, alors que les grandes exploitations connaissent une légère hausse (2 %).

Entre 2011 et 2021, la dispersion de l'EBE/UTANS augmente de 12 % pour l'ensemble des exploitations toutes OTEX confondues, de 32 % pour les élevages laitiers et de 27 % pour les éleveurs de bovins.

### Des évolutions en lien avec la taille du troupeau pour les éleveurs laitiers

Les exploitations spécialisées en élevage de bovins lait présentent un poids plus important de l'actif immobilisé que les exploitations toutes OTEX. Leur part d'actif immobilisé dans l'actif total n'évolue pas (76 %) mais les montants immobilisés subissent une augmentation importante de 82 % entre 2011 et 2021.

Le bilan montre également un accroissement de la part des dettes de 8 %, soit 7 points de plus que les exploitations toutes otex confondues.

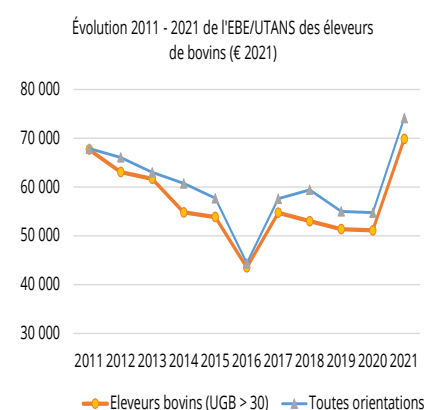
Ces augmentations sont à corréliser avec l'augmentation de la taille des troupeaux, nécessitant des installations adaptées.

Les investissements en bâtiments augmentent considérablement entre 2011 et 2021 (+ 188 %), conséquence de l'augmentation de la taille des troupeaux.

### Principales évolutions entre 2011 et 2021

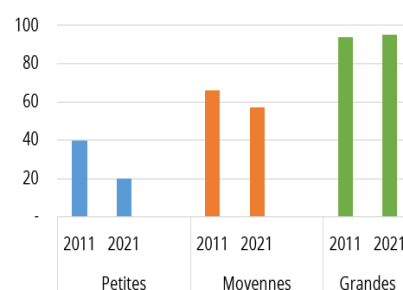
	2011	2021	Evol 2021/2011
Elevage de bovins (ayant au moins 30 UGB bovins)	13 113	11 837	-10 %
Cheptel d'UGB bovins (millier d'UGB)	1 450	1 516	5 %
Troupeau moyen des exploitations ayant au moins 30 UGB (UGB)	111	128	16 %
EBE/UTANS moyen des exploitations ayant au moins 30 UGB bovins (€ 2021)	67 685	69 888	3 %

Source : Agreste - RICA



Source : Agreste - RICA

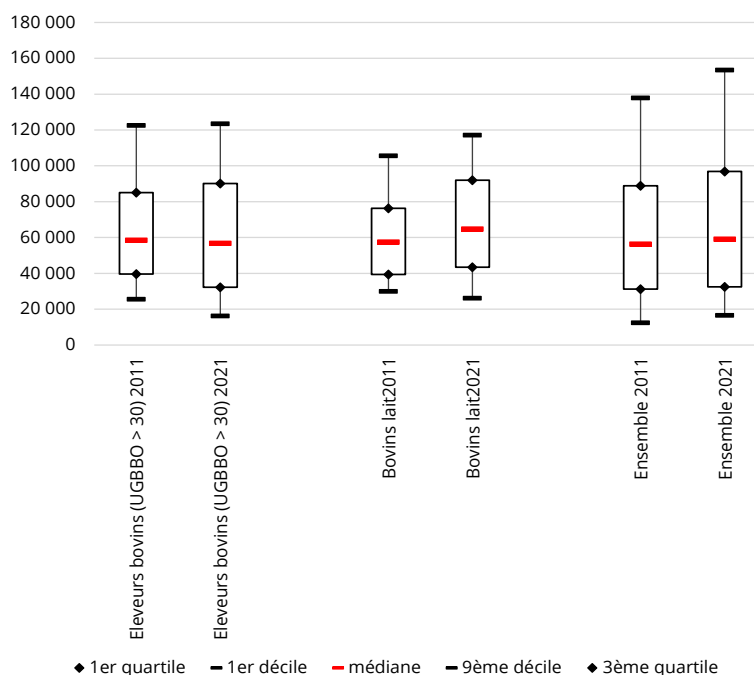
Évolution de l'EBE/UTANS des éleveurs de bovins\* entre 2011 et 2021 par taille d'exploitations (en k€ 2021)



\* exploitations ayant au moins 30 UGB bovins

Source : Agreste - RICA

Évolution 2011 - 2021 de l'EBE/UTANS des élevages normands (€ constants de 2021)



Source : Agreste - RICA

## Bilan des exercices 2011 et 2021 des éleveurs de bovins lait (€ réels 2021)

Bilan de l'exercice 2011

Détail de l'actif	Toutes OTEX		Bovins lait	
	en k€		en k€	
Actif immobilisé	300,3	68 %	327,2	76 %
Actifs circulants	144,0	32 %	104,3	24 %
Total actif	446,7		433,4	

Détail du passif	Toutes OTEX		Bovins lait	
	en k€		en k€	
Capitaux propres	224,1	50 %	206,4	48 %
Dettes	222,3	50 %	226,9	52 %
Total passif	446,7		433,4	

Bilan de l'exercice 2021 - PBS 2017

Détail de l'actif	Toutes OTEX		Bovins lait	
	en k€		en k€	
Actif immobilisé	394,5	63 %	594,8	76 %
Actifs circulants	232,6	37 %	186,2	24 %
Total actif	629,1		783,9	

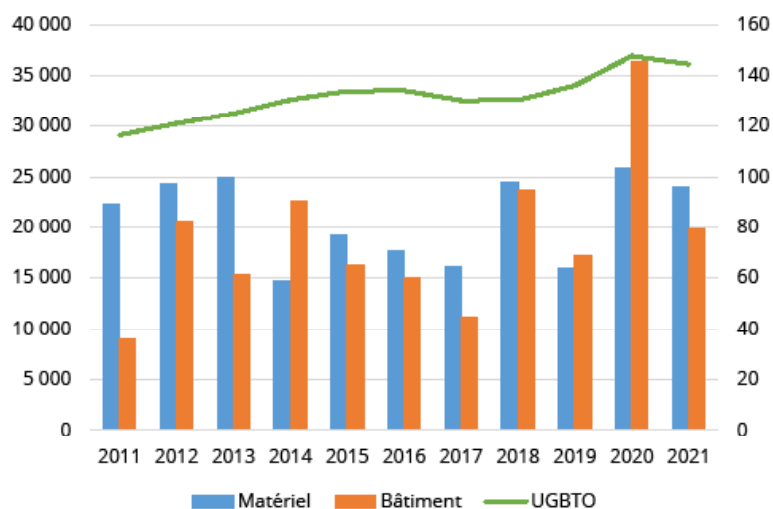
Détail du passif	Toutes OTEX		Bovins lait	
	en k€		en k€	
Capitaux propres	305,7	49 %	314,6	40 %
Dettes	323,4	51 %	469,3	60 %
Total passif	629,1		783,9	

### Analyse des charges

Les charges d'exploitation des éleveurs de bovins lait rapportées au nombre d'unité gros bovins (UGB) ont augmenté de 16 % entre 2011 et 2021. Cette hausse est due à une augmentation de 23 % des autres charges d'exploitation et 6 % des charges d'approvisionnement.

Les principales charges des éleveurs de bovins lait portent sur les dotations aux amortissements, les aliments concentrés et les travaux pour cultures et élevages. Chacun de ces postes subit une augmentation respectivement de 18 %, 14 % et 16 %.

Évolution des investissements des éleveurs de bovins lait entre 2011 et 2021 (€ 2021, Nb UGB)



Part des différentes charges (%) des éleveurs de bovins lait dans les d'exploitation totales et évolution des montants des charges entre 2011 et 2021 (€ 2021)

	2011	2021	Evol 2021/2011
Charges d'exploitation			16
<b>dont charges d'approvisionnements</b>	<b>40</b>	<b>36</b>	<b>6</b>
Engrais et amendements	6	4	-30
Semences et plants	3	3	9
Produits phytosanitaires	3	2	-33
Aliments concentrés	17	17	14
Aliments grossiers	1	2	111
Produits vétérinaires	3	2	-29
Fournitures	3	4	52
Energie stockée	4	4	6
<b>dont autres charges d'exploitation</b>	<b>60</b>	<b>64</b>	<b>23</b>
Energie non stockée	2	3	68
Travaux pour cultures et élevages	9	9	16
Eau (y.c. irrigation)	1	1	-17
Entretien des bâtiment et du matériel	6	6	11
Personnel extéteur à l'entreprise	1	1	19
Fournitures pour production	1	2	269
Honoraires vétérinaires	1	1	90
Autres honoraires	2	2	7
Transport de biens et collectif	0	0	10
Assurance	3	3	31
Loyers et fermages	9	7	-7
Rémunération et charges salariés	2	4	115
Charges sociales salariés	0	1	104
Impôts et taxes	1	1	-20
Dotations aux amortissements	19	19	18
Autres charges résiduelles	4	5	47



## Méthodologie

Les résultats économiques présentés pour l'année 2021 sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles moyennes et grandes (c'est-à-dire dont la production brute standard est supérieure à 25 000 €) dans le cadre du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) du Service de la Statistique et de la Prospective. En France métropolitaine et pour l'année 2021, l'échantillon comprend 7 159 exploitations, dont 397 en Normandie. Les résultats sont diffusés si le nombre d'exploitations de l'échantillon RICA est supérieur à 20.

Le principal indicateur économique utilisé ici est l'excédent brut d'exploitation (EBE), par actif non salarié (Utans). Il est calculé à partir de la valeur de la production de l'exercice, augmentée des subventions, diminuée des consommations intermédiaires et toutes les autres charges courantes (salaires, impôts fonciers, fermages, ...). Le résultat courant avant impôts se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements. Les impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité ne sont pas pris en compte.

Conformément aux règles du RICA et à la différence de la pratique comptable, les cotisations sociales

de l'exploitant ne sont pas prises en compte dans le calcul des indicateurs de résultats (RCAI, EBE).

Les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. En d'autres termes, quels que soient les montants d'aides perçus au cours de l'exercice comptable 2021, seules les subventions reçues au titre de la campagne 2021 sont intégrées dans les données du RICA 2021.

Les produits bruts par cultures ou animaux comprennent les ventes, la variation de stocks, l'autoconsommation. Pour les produits bruts animaux, ils sont nets des achats d'animaux.

La production de l'exercice comprend les ventes de produits végétaux et animaux, les variations de stocks, l'autoconsommation, la production immobilisée, les produits issus des travaux à façon, de la vente de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme et des produits d'activités annexes.

Les charges d'exploitation comprennent les approvisionnements (engrais, semences et plants, aliments pour animaux, carburants), les travaux et services, les achats divers, les assurances, les frais de personnel salarié, les fermages, les impôts (hors impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité) et taxes, les

dotations aux amortissements.

Le taux d'endettement est défini par le rapport des dettes et de l'actif, hors foncier. Un taux inférieur à 30 % caractérise un endettement faible, de 30 à 50 % modéré, de 50 à 75 % élevé et au-delà de 75 %, très élevé.

Les comparaisons interannuelles sont, sauf mention contraire, calculées sur un échantillon constant constitué d'exploitations présentes à la fois en 2020 et 2021. Les données sont exprimées en euros 2021 (corrigées de l'évolution de l'indice du prix à la consommation).

Les séries longues présentent les valeurs sur l'échantillon complet en € 2021 (valeurs réelles).

**Premier quartile** = 25 centile = valeur au-dessous de laquelle se situent 25 % de la population étudiée

**Médiane** = valeur au-dessus et au-dessous de laquelle se trouvent 50 % de la population étudiée.

**Troisième quartile** = 75 centile = valeur au-dessous de laquelle se situent 75 % de la population étudiée  
Intervalle interquartile : étendue des résultats hors prise en compte du quart des exploitations aux résultats les plus faibles et du quart des exploitations aux résultats les plus élevés

**O TEX** : Orientation Technico Économique des Exploitations ou spécialisation

Site AGRESTE : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/Chiffres> et analyses/Économie agricole et agroalimentaire/  
Résultats économiques des exploitations

Site DRAAF Normandie : <http://draaf.normandie.agriculture.gouv.fr/Cartes> et données/ Statistiques agricoles/  
Données économiques



[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté  
alimentaire  
DRAAF de Normandie  
Service Régional de l'Information Statistique  
et Économique  
6, Bld Général Vanier - 14070 Caen Cedex 5  
Mail : [srise.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr](mailto:srise.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr)  
Tél : 02.32.18.95.93

Directrice de la publication : Caroline Guillaume  
Rédactrice en chef : Hélène Malvache  
Rédactrice : Karine Pouzoulet  
Composition : Valérie Campion  
Dépot légal : À parution  
ISSN : 2729-711X (imprimé)  
ISSN : 2739-2635 (en ligne)  
© Agreste 2023